



## 1. Introduction

Maintenant plus que jamais, le bien-être et la prospérité des Canadiens exigent l'établissement d'un climat favorable au commerce international et aux investissements. Bien que les Canadiens connaissent le succès dans leurs activités d'exportation, leur aptitude à exploiter pleinement les débouchés qui s'offrent sur certains marchés importants est souvent assujettie à diverses contraintes. Pour assurer aux exportateurs et investisseurs canadiens un accès sûr et prévisible aux marchés mondiaux, le gouvernement poursuivra ses efforts en vue d'éliminer ces obstacles sur les marchés clés. Cela signifie qu'il faut renforcer les institutions et les règles qui régissent le commerce et les investissements internationaux, établir des relations avec de nouveaux partenaires et veiller à ce que les autres pays respectent leurs engagements. Cela veut dire aussi qu'il faut faciliter le commerce en concluant avec nos partenaires des accords visant à rationaliser les procédures douanières, offrir de nouveaux itinéraires plus directs pour les voyages, permettre l'entrée temporaire des gens d'affaires, reconnaître les titres de compétences professionnelles canadiens à l'étranger et éviter la double imposition.

Le présent document, *Ouverture sur le monde : Priorités du Canada en matière d'accès aux marchés internationaux — 1999* présente les résultats les plus importants obtenus au cours de l'année écoulée pour ouvrir de nouveaux débouchés et décrit les priorités du gouvernement pour 1999 dans le but d'améliorer encore davantage l'accès aux marchés étrangers. Le gouvernement poursuivra cet objectif sur trois plans : sur le plan multilatéral, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); sur le plan régional, dans le cadre de forums tels que le mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA); sur le plan bilatéral, dans le cadre des relations avec certains partenaires importants, dont les États-Unis, l'Union européenne (UE), le Japon et par la négociation d'un accord de libre-échange avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE).